

Avenant n° 1 du 17 octobre 2025

à l'accord paritaire du 11 décembre 2024
relatif à la constitution d'une catégorie objective de salariés
pouvant être intégrés dans la catégorie des cadres
pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire

NOR : ASET2550967M

IDCC : 1611

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

DMA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FILPAC CGT ;

F3C CFDT ;

IP CFE-CGC ;

CFTC Média+ ;

SNPEP FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Constitution d'une catégorie objective de salariés pouvant être intégrés dans la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire dans la branche des entreprises de logistique de communication écrite directe (IDCC 1611) conformément au décret 2021-1002 du 30 juillet 2021.

Article 1^{er} | L'article 2 de l'accord du 11 décembre 2024 est remplacé par l'article ci-dessous

« Article 2 | *Intégration facultative de certains salariés à la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire*

Conformément aux dispositions du décret 2021-1002 du 30 juillet 2021 les entreprises de la branche des entreprises de logistique de communication écrite directe (IDCC 1611) ont la faculté d'inclure ou de ne pas inclure les employés et agents de maîtrise cumulant entre 15 et 16 points selon la grille de classification à l'annexe IV I

de cette même CCN dans la catégorie objective des cadres pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire mentionnées à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale instituées au niveau des entreprises de la branche. Cette faculté n'a pas vocation à rendre applicable aux salariés concernés les dispositions de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe propres aux cadres.

Si les entreprises souhaitent mettre en œuvre cette faculté offerte par la branche, elles devront la formaliser au sein de l'acte de droit du travail instituant leur régime de protection sociale complémentaire au sens de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale (c'est-à-dire par voie d'accord collectif ou référendaire ou de décision unilatérale de l'employeur remise aux salariés).

Les précisions du présent article ne font pas obstacle au recours, par les entreprises de la branche, aux autres critères énumérés à l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale pour définir les catégories de bénéficiaires de leurs régimes de protection sociale complémentaire. »

Article II | *L'article 5 de l'accord du 11 décembre 2024 est remplacé par l'article ci-dessous*

« Article 5 | *Définition des salariés « non-cadres »*

Sont considérés comme "non-cadres" les salariés suivants :

- les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres (cumulant entre 14 points et en deçà selon la grille de classification à l'annexe IV I de cette même CCN) ;
- les employés et agents de maîtrise cumulant entre 15 et 16 points selon la grille de classification à l'annexe IV I de cette même CCN dans la mesure où l'entreprise a choisi de ne pas les inclure dans la catégorie salariés "cadres", conformément à l'article 2 du présent accord. »

Article III | *Absence de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés*

Compte tenu des spécificités de la branche composée majoritairement d'entreprises de moins de cinquante salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés dans le cadre du présent accord dans la mesure où cet accord a vocation à s'appliquer dans toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif.

Article IV | *Dépôt et extension du présent accord*

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions du code du travail et les parties conviendront d'en demander l'extension à l'expiration du délai légal d'opposition.

Article V | *Entrée en vigueur du présent accord*

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

En application de l'article R. 242-1-1, alinéa 2 du code de la sécurité sociale, les stipulations des articles 2 à 5 du présent accord ne pourront, en tout état de cause, s'appliquer que sous réserve de l'obtention de l'agrément de la commission paritaire rattachée à l'APEC.

Article VI | Révision. Dénonciation

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article VII | Suivi

Conformément à l'article L. 2222-5-1 du code du travail, les parties conviennent de se réunir dans un délai maximum de 5 ans suivant l'entrée en vigueur du présent accord, afin de dresser un bilan de ses conditions d'application et d'envisager le cas échéant les évolutions susceptibles d'y être apportées.

Fait à Paris, le 17 octobre 2025.

(Suivent les signatures.)

Annexe Grille de classification des emplois repères à l'annexe IV I de la CCN des entreprises de logistique de communication écrite directe du 19 novembre 1991

ANNEXE IV I

GRILLE CLASSIFICATION DES EMPLOI REPERES



	Groupe	Echelon	Points	Emplois - repères	Minima projet en euros
C A D R E S	I	A	28	Directeur d'usine	3 917,94 €
		B	26	Directeur administratif / financier Directeur de production Directeur commercial	3 430,10 €
		C	25	Directeur des ressources humaines	3 048,98 €
		D	24	Chef des ventes	2 927,02 €
		E	22	Chef d'Atelier Responsable administratif/financier/ressources humaines	2 347,71 €
		F	21	Contrôleur de gestion	2 286,74 €
		G	20	Responsable méthode qualité Chef comptable	2 210,51 €
A M - T E C H	II	A	19	Responsable administration des ventes Responsable maintenance Analyste programmeur	2 134,29 €
		B	17	Assistante de direction Responsable groupe production	1 981,84 €
		C	16	Chef de groupe maintenance Technicien principal informatique ou système	1 905,61 €
O U V R I E R S - E M P L O Y E S	III	A	15	Chef de groupe production Automaticien régleur Technico- commercial Infirmière	1 753,16 €
		B	14	Chef magasinier Agent Commercial	1 600,71 €
		C	12	Responsable ordonnancement Comptable Technicien maintenance	1 448,27 €
		D	11	Programmeur Assistante commerciale / administrative	1 372,04 €
		E	10	Conducteur confirmé Chauffeur PL Pupitreur	1 326,31 €
		F	9	Conducteur qualifié Chef de groupe agent de production Cariste magasinier	1 250,08 €
		G	8	Agent de planning Opérateur confirmé Conducteur Magasinier ou cariste	1 217,75 €
		H	7	Employé(e) service comptabilité / administratif Opérateur / opératrice de saisie Standardiste Agent de manutention Chauffeur VL Agent production	SMIC